



Ocellia Lyon - semaine du 10 mars 2025

Face au poker menteur des grandes puissances, aux travailleuses et aux travailleurs de renverser la table !

Avec la vulgarité et la brutalité mafieuse qui les caractérisent, Donald Trump et son vice-président, J.D. Vance, ont donné une belle leçon d'impérialisme devant les télévisions du monde entier. Face à Zelensky, le dirigeant ukrainien, pas assez docile à leurs yeux, ils ont monté le ton, estimant avoir toutes les « cartes » dans leurs mains.

Depuis son retour au pouvoir, Trump ne cache pas sa volonté d'imposer au monde la puissance américaine. Multipliant les félicitations à Poutine, il entend participer avec lui au dépeçage de l'Ukraine : pour Poutine et ses oligarques, les terres conquises au prix de centaines de milliers de morts ; pour les trusts américains, les minerais du reste du pays. Qu'importe le sort des peuples dans ce partage entre grandes puissances ! Et quand Zelensky ose réclamer des garanties que la guerre de conquête lancée par Poutine ne reprendra pas de plus belle à la première occasion, c'est Trump qui vient lui rappeler qu'il n'est rien face aux puissants et ne peut rien exiger.

Les pays européens tentent de s'inviter à la table du festin

Mis sur la touche par leur tutelle américaine, les dirigeants européens sont en plein désarroi. Sommet européen avec Kiev ce dimanche à Londres, Conseil européen extraordinaire à Bruxelles jeudi 6 mars, les concertations se multiplient. Mais les dirigeants européens n'ont rien de plus à offrir au peuple ukrainien. En réalité, ils veulent avant tout obtenir leur part du gâteau. Sébastien Lecornu, le ministre français de la Défense, a d'ailleurs annoncé jeudi 27 février qu'il souhaitait, comme Trump, conclure un accord sur les minerais avec Kiev...

De Keir Starmer, Premier ministre britannique, à Giorgia Meloni, la Première ministre italienne d'extrême droite, qui ne cache pas son admiration pour Trump, tous affichent, derrière leurs divisions, la volonté commune de consacrer toujours plus de budget à l'armement et aux dépenses militaires. Ils prétextent qu'il faut désormais « nous » défendre, puisque désengagement américain en Europe il y a.

Comme si nous pouvions leur faire confiance pour cela alors que, aujourd'hui comme hier, les mêmes ne font qu'attaquer les classes populaires : qui peut croire que Macron, le président des riches, en se posant en leader de l'Europe de la défense et en appelant à « acheter européen », a autre chose en tête que les intérêts des industriels français du secteur – Airbus, Thalès, Safran, Dassault...

À l'union des exploités et des milliardaires, il faut opposer l'union des travailleuses et travailleurs

Trump, Macron, Poutine et consorts façonnent un monde de chômage et de misère. Et de guerre.

En Ukraine, la colère est profonde, non seulement contre Poutine, mais aussi contre Zelensky qui a facilité les licenciements et fermé de nombreux services publics, alors qu'un certain nombre de patrons ukrainiens ont multiplié leurs profits. Et contre les dirigeants du monde impérialiste qui se fichent pas mal de leur sort.

Chaque déclaration guerrière, et surtout chaque augmentation des budgets militaires, augmente la probabilité de guerre, en fait nous en rapproche. C'est le risque que nous courons si nous laissons les mains libres aux capitalistes et aux chefs d'État à leur service. Aucune solution ne viendra d'eux, ni de ceux qui se mettent à leur remorque, comme l'a fait Zelensky en s'alignant totalement derrière les grandes puissances occidentales.

Contre la militarisation grandissante de la société, contre les rivalités impérialistes, ce qu'il faut, c'est l'union de tous les travailleurs, exploités, opprimés, pour en finir avec ce système !

Editorial du NPA Révolutionnaires du 3 mars 2025

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.
Prends contact avec nos militants et militantes : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org**

npa-revolutionnaires.org

@ npa.revo.lyon

Attaque contre les diplômés du social : la Cour des comptes insiste

Un rapport publié fin janvier invite à "moderniser et à uniformiser les parcours de formation" d'Assistant de Service Social, de Conseiller en Economie Sociale et Familiale, et d'Educateur Spécialisé. Le rapport avance ainsi l'objectif d'instaurer un "tronc commun des formations initiales", dont la conséquence serait en fait une déqualification des métiers d'exécution et une interchangeabilité accrue des professionnel·les, au détriment des complémentarités de nos métiers. L'UNAFORIS (Union nationale des associations de formation et de recherche en intervention sociale), dont Ocellia est membre, a réagi à cette annonce en déclarant : "Nous contribuerons très volontiers aux concertations que cela implique." Une façon prudente d'annoncer qu'elle partage le projet d'attaque contre les diplômés du social ?

Apprentissage: non aux baisses de salaire !

Voté en parallèle du budget de l'Etat, le budget de la sécurité sociale comprend sont lot de mauvais coups. Il prévoit ainsi une baisse des exonérations de cotisations, et donc une réduction des salaires nets des apprentis. Pour un apprenti au SMIC, situation déjà trop rare, la baisse représenterait 146€ de moins chaque mois.

La formation d'IDE, le parent pauvre de Parcoursup

En 2023, la formation d'IDE (infirmières diplômées d'État) restait la formation la plus demandée sur Parcoursup : plus d'1,3 million de candidatures pour seulement 29 287 places. Malgré cela, seulement 1 candidat accepté sur 10 finit par y poursuivre ses études. Les raisons ? Elles sont nombreuses : pénibilité du travail, peu de reconnaissance et rémunération pas à la hauteur ; autant de facteurs dont l'État a connaissance et pour lesquelles rien n'est mis en place. Partout en France, c'est 60 000 postes d'infirmières qui sont vacants. Parmi les IDE qui restent, 10 % sont en arrêt maladie, en épuisement professionnel ou en dépression. Cette pénurie impacte directement la qualité des soins : retard de prises en charge, erreurs médicales... bref, largement de quoi s'indigner et d'exiger des ministères de la Santé et de l'Éducation de trouver de réelles solutions.

Dans le social et au-delà : toutes et tous en grève le 1er avril !

Appelée par les Rencontres Nationales du Travail Social en Lutte, rejointes par les organisations syndicales du secteur (CGT, FO, Sud, CFDT, CFE-CGC), la grève du 1er avril sera l'occasion de répondre toutes et tous ensemble aux attaques qui pleuvent contre le secteur social et contre l'ensemble des travailleurs et travailleuses !

États-Unis : la rougeole aggravée par le virus de la connerie

Robert Kennedy Jr, le ministre de la Santé de Trump, est notoirement connu pour avoir relayé les théories bidon des milieux « antivax » américains.

Mais voilà que la rougeole sévit dans une partie du pays, et vient de tuer, au Texas, un enfant non vacciné.

Poussé dans ses retranchements, le ministre a donc appelé la population à se faire vacciner, prétendant qu'il n'y avait jamais été vraiment opposé. Du grand foutage de gu..., quand on sait qu'en l'an 2000 la rougeole avait été déclarée éliminée des États-Unis, grâce à la vaccination. Dernièrement, la vaccination a reculé du fait de la désinformation ; et pour comble, le gouvernement trumpiste, en s'attaquant à tous les services fédéraux d'intérêt public, s'est notamment attaqué aux centres de prévention des maladies (CDC) en réduisant leurs effectifs. La bêtise d'extrême droite est décidément très virulente cette saison !

Souffrances au travail : l'Etat et les Départements se dénoncent

L'Observatoire National de la Protection de l'Enfance a publié ce mois-ci les résultats d'une enquête menée en 2024 auprès de 113 professionnels éducatifs de l'Aide Sociale à l'Enfance. Plus de la moitié des répondants présente des troubles de stress post-traumatique, anxieux généralisé ou dépressif. L'organisme public, qui regroupe des représentants de l'Etat et des Départements, conclut ainsi : "Il apparaît que la détresse morale est assez fortement associée à la colère que les participants ressentent envers les institutions impliquées dans les décisions en protection de l'enfance." Un aveu qui encourage à construire la grève du 1er avril !

Journée internationale de lutte des femmes !

La liberté de recourir à l'avortement est inscrite depuis un an dans la Constitution. Mais, faute d'un nombre suffisant de centres de santé, il est en fait de plus en plus difficile d'y accéder. Si les violences sexuelles sont enfin dénoncées, dans le milieu du cinéma ou de la santé par exemple, les féminicides sont toujours aussi nombreux. Les femmes sont toujours moins bien payées, moins considérées, reléguées au rôle de mères. Dans le monde, les femmes voient leurs droits attaqués, notamment par des gouvernements d'extrême droite, comme aux États-Unis avec Trump. En France, C8, la chaîne du milliardaire réactionnaire Bolloré, a diffusé pour sa dernière soirée avant de cesser d'émettre un documentaire anti-IVG. Un clap de fin inquiétant qui ne fait que renforcer notre détermination à lutter ! Contre les réactionnaires, pour un monde débarrassé des violences et discriminations sexistes, nous étions nombreuses et nombreux dans la rue partout dans le monde ce samedi 8 mars !